



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

17/07/2025

SOMMAIRE

1. Généralités d'exécution et condition d'exécution.....	3
1.1. Objet des travaux – situation.....	3
1.2. Calendrier de réalisation.....	3
1.3. Équipe opérationnelle.....	3
1.4. Connaissance du projet.....	3
1.5. Coordination avec les autres corps d'Etats.....	4
1.6. Stockage, protection des matériaux et ouvrages.....	4
1.7. Gravats – Nettoyage.....	4
1.8. Responsabilité de l'entrepreneur.....	5
1.9. Études et représentation des entreprises.....	5
1.9.1. Documents mis à disposition de l'entreprise.....	5
1.9.2. Documents à fournir par l'entreprise.....	5
1.10. Normes et réglementation.....	5
1.10.1. Documents de référence contractuels.....	5
1.10.2. Marques de qualité.....	6
1.10.3. Produits certifiés.....	6
1.11. Contrôles.....	6
1.12. Classement de l'établissement.....	6
2. Description des ouvrages.....	6
2.1. Descriptif succinct du projet.....	6
2.2. Allotissement.....	6
3. Description des travaux à exécuter.....	7
3.1. Plomberie.....	7
3.1.1. Dépose et évacuation d'un meuble cuisine complet existant.....	7
3.1.2. Consignation des réseaux de plomberie existant du bar déposé.....	7
3.1.3. Dépose et évacuation d'un meuble vasque complet existant.....	8
3.1.4. Dépose et évacuation d'un bloc sanitaire complet existant.....	8
3.1.5. Fourniture et pose d'un chauffe-eau.....	8
3.1.6. Fourniture et pose d'un lave main.....	9
3.1.7. Fourniture et pose d'un bloc sanitaire.....	9
3.1.8. Fourniture et pose d'un évier encastré.....	9
3.1.9. Mise en place d'une alimentation EC EF pour évier et lave main.....	10
3.1.10. Mise en place d'une alimentation EF et évacuation pour LV.....	10



3.1.11. Mise en place d'une évacuation pour machines à café.....	10
4. Contrôle – Essais – Réception – Garantie.....	11
4.1. Généralités.....	11
4.2. Contrôles et autocontrôles.....	11
4.3. Essais.....	11
4.4. Remise en état des lieux.....	11
4.5. Visite préparatoire à la réception.....	12
4.6. Assistance technique de mise en service / Formation personnel.....	12
4.7. Garantie.....	12

1. Généralités d'exécution et condition d'exécution

1.1. Objet des travaux – situation

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières ont pour objet de définir les travaux et ouvrages à exécuter dans le cadre des travaux d'aménagement de l'espace social de restauration de l'Hôtel de Police Marius Berliet Lyon 8^{ème} (69).

1.2. Calendrier de réalisation

La réponse de l'entrepreneur devra impérativement intégrer ces délais de réalisation.

Aucun retard ne sera toléré pour faute de mise en œuvre des moyens adaptés.

Le délai global d'exécution de l'opération est fixé à 1 mois de préparation suivi de 5 mois de travaux.

Le planning détaillé des interventions sera établi durant la phase de préparation du chantier, en concertation avec l'ensemble des entreprises.

Chaque entreprise disposera de la possibilité de formuler des observations sur ce planning jusqu'à la réunion de lancement du chantier.

À l'issue de cette réunion, et sans remarques formulées, le planning sera réputé accepté sans réserve par l'ensemble des intervenants.

1.3. Équipe opérationnelle

Maître d'ouvrage

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur à Lyon 3ème –

Maître d'oeuvre

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur à Lyon 3ème

SPS :

Qualiconsult

[Parc de Crécy, 5 Bis Rue Claude Chappe, 69370 Saint-Didier-au-Mont-d'Or](#)

lyon.qc@qualiconsult.fr

CT :

Qualiconsult

[Parc de Crécy, 5 Bis Rue Claude Chappe, 69370 Saint-Didier-au-Mont-d'Or](#)

lyon.qc@qualiconsult.fr

1.4. Connaissance du projet

L'entreprise s'engage à effectuer la visite sur site, obligatoire avant la remise de son offre.

Par cette visite, elle reconnaît avoir pleinement pris connaissance des conditions d'exécution, de l'environnement du projet, ainsi que de l'ensemble des prestations décrites dans le CCTP et le DPGF.

En conséquence, l'entreprise ne pourra se prévaloir d'aucune omission ou imprécision des pièces du dossier pour réclamer une majoration du prix.

Toute prestation qui ne figurerait pas dans les documents contractuels remis à l'appel d'offres, mais qui s'avérerait nécessaire en cours d'exécution, devra faire l'objet d'un devis de Travaux Supplémentaires (TS), soumis à validation préalable de la maîtrise d'ouvrage.

En conséquence, l'entrepreneur devra signaler par écrit, lors de la remise de son offre, toute omission, erreur ou contradiction relevée dans les documents d'appel d'offres.

À défaut, il sera réputé avoir accepté l'ensemble des pièces du dossier et s'être engagé à réaliser toutes les prestations relevant de sa spécialité, nécessaires au parfait achèvement de l'Ouvrage.

Dans le cas où l'entreprise souhaite modifier une quantité indiquée dans le DPGF, elle devra conserver la quantité initiale dans la colonne prévue à cet effet et indiquer sa propre estimation dans la colonne "quantité proposée", sans altérer les données d'origine.

1.5. Coordination avec les autres corps d'Etats

Il est bien précisé que les entreprises soumissionnaires devront prendre connaissance de l'ensemble des dossiers concernant l'opération, tant en ce qui concerne les plans que les devis descriptifs.

L'entrepreneur devra prendre contact avec les corps d'état dont les ouvrages seront en liaison avec les siens de façon à assurer une parfaite coordination à l'exécution.

Les dimensions et longueurs des ouvrages seront relevées suivant les plans fournis dans le cadre de la présente consultation et seront contrôlées sur place.

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir de la méconnaissance des documents contractuels pour prétendre à une majoration quelconque de son prix forfaitaire.

1.6. Stockage, protection des matériaux et ouvrages

L'entrepreneur devra aménager un ou plusieurs emplacements pour entreposer d'une façon rationnelle tous les matériaux fragiles.

Jusqu'à la réception, tous les appareils et accessoires seront protégés d'une façon efficace.

En fin de chantier, le nettoyage des supports est à prévoir par l'entreprise ainsi que l'enlèvement des protections et la remise en état des équipements abîmés.

1.7. Gravats – Nettoyage

Les entreprises de chaque corps d'état devront le nettoyage des locaux dans lesquels elles seront intervenues, ainsi que le dépôt de leurs gravois, déchets et emballages, à un emplacement fixé en accord avec la maîtrise d'ouvrage.

Chaque entreprise doit son nettoyage de chantier, comprenant gravois, chutes de matériaux, poussières etc.

Si l'origine des gravats ou salissures ne peut être établie, le nettoyage sera commandé de manière séparée par la maîtrise d'ouvrage, et réparti sur l'ensemble des marchés entreprise en réfaction de prix.

1.8. Responsabilité de l'entrepreneur

Les caractéristiques portées au présent descriptif et sur les plans sont données à titre indicatif.

Il appartiendra à l'entrepreneur d'effectuer ses propres calculs et métrés.

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir de travaux supplémentaires en fin de chantier sous prétexte de divergence des métrés ou calculs initiaux et métrés ou calculs finaux.

L'acceptation par le Maître d'œuvre du projet présenté, ainsi que tous les calculs, dessins, graphiques et courbes s'y rattachant, ne diminue en rien la responsabilité de l'entrepreneur, en particulier pour l'obtention des résultats demandés au présent Cahier des charges.

L'entrepreneur devra donc définir son installation complètement en faisant tous les calculs de déterminations techniques, l'appel d'offres (Cahier des Charges) n'ayant qu'une valeur d'information.

L'entrepreneur est tenu d'obtenir les résultats contractuels ici définis par les moyens déterminés au dossier d'appel d'offres. En cas de désaccord sur les moyens à mettre en œuvre pour l'obtention des résultats demandés, l'entrepreneur sera tenu de la signaler par écrit avec la remise de son offre.

1.9. Études et représentation des entreprises

1.9.1. Documents mis à disposition de l'entreprise

Dans le cadre de la présente consultation des plans sont mis à la disposition des entreprises suivant détail en annexe.

Les plans d'exécution seront à soumettre à validation au MOE avant démarrage des travaux.

1.9.2. Documents à fournir par l'entreprise

L'entreprise devra réaliser autant que nécessaire :

- Les plans d'exécution
Les plans détaillés des installations à réaliser et les tracés des diverses canalisations seront établis par l'entreprise du présent lot, à partir des plans de coordination, des plans, schémas et devis descriptif composant le présent dossier.
- Les documents de réception
Lors de la réception des travaux, les plans de récolement et DOE seront fournis en trois exemplaires informatiques sur cd ou dvd, et les plans d'un format supérieur à A3 sur papier. Ils proviendront de la mise à jour des plans d'exécution représentant avec exactitude le tracé des installations nécessaires à l'exploitation.

D'autre part, dans le cadre d'une démarche environnementale, l'entreprise devra fournir en fin de chantier, ou à tout moment si cela lui est demandé, les documents suivants :

- Fiche de suivi des déchets
- Fiches de sécurité des matériaux employés

1.10. Normes et réglementation

1.10.1. Documents de référence contractuels

Les travaux, de même que les fournitures du présent lot, devront dans tous les cas être conformes à la réglementation en vigueur à la date de l'établissement du présent cahier.

Sont applicables en particulier :

- Les Règles de l'Art
- Les Règles professionnelles et interprofessionnelles

- Les Règles de Calcul D.T.U. (Documents Techniques Unifiés)
- L'ensemble des normes françaises de l'AFNOR se rapportant aux ouvrages du présent lot
- Les conditions imposées du Travail et la Sécurité Sociale (Direction des Accidents du Travail)
- Le règlement sanitaire départemental

Cette liste n'est pas limitative, pour l'ensemble des textes cités ci-avant ou non, il sera toujours fait l'application de la dernière édition, avec mise à jour additive rectificative en vigueur à la date fixée pour la remise des offres.

1.10.2. Marques de qualité

Pour tous les matériaux et fournitures entrant dans les prestations du présent lot, faisant l'objet d'une marque NF, d'un label ou d'une certification AIMCC, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante. Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernées.

1.10.3. Produits certifiés

Pour tous les matériaux et fournitures ayant fait l'objet d'une certification, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de cette certification.

1.11. Contrôles

Ils seront effectués par le Maître d'œuvre au cours des travaux et après leur achèvement.

Ils ont pour but de vérifier que les installations sont conformes et que leur exécution ne présente pas de dispositions contraires aux prestations du marché décrites dans le descriptif ni aux normes en vigueur et aux règles de l'Art.

1.12. Classement de l'établissement

L'ensemble des locaux est soumis à la réglementation d'un Etablissement Recevant des Travailleurs - Code du Travail.

2. Description des ouvrages

2.1. Descriptif succinct du projet

Le projet a pour objet la modernisation de leur espace de pause, avec la volonté de créer de nouveaux espaces, en privilégiant un mobilier modulable pour répondre aux besoins d'adaptabilité et de convivialité.

2.2. Allotissement

Le présent document porte sur les travaux de second œuvre suivants :

Lot 01 – Gros œuvre démolitions

Lot 2 - Plâtrerie peinture

Lot 3 Menuiseries intérieures

Lot 4 Électricité

Lot 5 Plomberie – (présent lot)

3. Description des travaux à exécuter

3.1. Plomberie

3.1.1. Dépose et évacuation d'un meuble cuisine complet existant

Cette prestation consiste en la dépose soignée du meuble cuisine existant y compris tout système de fixation existant.

Les arrivées d'eaux ainsi que l'évacuation sont à conserver en l'état. Aucun bouchonnage définitif ne sera réalisé, sauf si requis temporairement pour sécurisation.

Les réseaux devront être projetés, repérés et laissés accessibles pour réutilisation ultérieure.

Toute intervention sur les réseaux devra se faire sans dégradation des canalisations existantes.

La dépose devra permettre le maintien en l'état de tous les ouvrages contigus conservés.

3.1.2. Consignation des réseaux de plomberie existant du bar déposé

Cette prestation consiste en la dépose du bar existant, l'entreprise titulaire devra procéder à la consignation des réseaux de plomberie conformément aux prescriptions suivantes :

Avant le démarrage des travaux, l'entreprise est tenue :

- Arrivées d'eau froide et d'eau chaude :

Les arrivées seront repérées, identifiées, puis condamnées provisoirement en attente de leur réutilisation ou de leur suppression définitive selon les plans du projet. Les condamnations devront être réalisées par raccords vissés ou par bouchons adaptés, assurant l'étanchéité parfaite des réseaux.

- Évacuations des eaux usées :

Les évacuations en attente seront également repérées et obturées hermétiquement à l'aide de bouchons adaptés (type PVC, caoutchouc ou équivalent), de manière à empêcher tout dégagement d'odeur ou reflux.

- Préservation des réseaux :

Il est impératif que l'ensemble des réseaux existants (alimentations, évacuations, raccords) ne soient ni sectionnés, ni détériorés, ni rendus inutilisables. Toute intervention devra être réalisée avec soin afin de préserver leur intégrité pour une éventuelle réutilisation ou adaptation ultérieure.

- Sécurisation des réseaux :

Tous les réseaux mis hors service devront être sécurisés et laissés en attente, visibles et accessibles, jusqu'à nouvel ordre du maître d'œuvre. Aucune canalisation ne devra être laissée libre ou non identifiée.

- Relevé et repérage :

L'entreprise procédera à un relevé précis des réseaux existants laissés en attente, avec indication des diamètres, matériaux et positionnement exact. Ce relevé sera transmis au maître d'œuvre pour validation et intégration dans les plans de récolement.

- Nettoyage et remise en état :

À l'issue de la consignation, les locaux devront être nettoyés, et toute trace de dépose ou d'intervention devra être effacée (rebouchage, finition provisoire soignée).
Les arrivées d'eaux ainsi que l'évacuation sont à conserver en l'état. Aucun bouchonnage

3.1.3. Dépose et évacuation d'un meuble vasque complet existant

Cette prestation comprend la dépose du meuble vasque complet existant, incluant la robinetterie, la vasque et tout accessoire associé.

Les arrivées d'eaux ainsi que l'évacuation sont à conserver en l'état en vue de la repose d'un nouveau meuble vasque au même emplacement.

Ces réseaux devront être neutralisés temporairement si nécessaire, protégés, repérés et maintenus fonctionnels, sans modification de leur position.

Toute détérioration des canalisations existantes ou de leur étanchéité sera à la charge de l'entreprise.

La repose ultérieure d'un nouvel équipement sera réalisée à partir des points existants, sans modification des alimentations ni de l'évacuation.

3.1.4. Dépose et évacuation d'un bloc sanitaire complet existant

Cette prestation comprend la dépose d'un bloc sanitaire complet existant, y compris tout système de fixation existant.

Les arrivées d'eaux ainsi que l'évacuation sont à conserver en l'état en vue de la repose d'un nouveau bloc sanitaire au même emplacement.

Ces réseaux devront être neutralisés temporairement si nécessaire, protégés, bouchonnés de manière provisoire et maintenus accessibles.

Toute détérioration des canalisations existantes ou de leur étanchéité sera à la charge de l'entreprise.

La repose ultérieure d'un nouvel équipement sera réalisée à partir des points existants, sans modification des alimentations ni de l'évacuation.

3.1.5. Fourniture et pose d'un chauffe-eau

Cette prestation comprend la fourniture, pose, raccordement et mise en service de chauffe-eaux électriques de petite capacité, installés sous les lave-mains, sous l'évier de la cuisine et sous l'évier du bar.

Ce poste comprend :

- Fourniture de chauffe-eaux électriques à accumulation de type compact sous-évier, d'une capacité adaptée à l'usage :
 - 10L minimum pour les lave-mains
 - 15 à 30 L pour les éviers de la cuisine et du bar
- Fourniture et mise en œuvre des éléments suivant :
 - Appareils certifiés CE et conforme à la directive ERP
 - Groupe de sécurité conforme à la norme NF EN 1717
 - 15 à 30 L pour les éviers de la cuisine et du bar
 - Raccordements hydrauliques (EF/EC) avec flexibles inox ou cuivre selon accessibilité
 - Fixations murales ou sur support, selon configuration
 - Raccordement électrique en coordination avec le lot Électricité (prise ou connexion directe sur circuit dédié)
 - Réglage, remplissage, mise sous tension et mise en service de l'équipement
 - Vérification du bon fonctionnement, absence de fuites, contrôle de la température

3.1.6. Fourniture et pose d'un lave main

Cette prestation comprend la fourniture, la pose, le raccordement et la mise en service d'un lave-mains, au même emplacement que celui déposé, dans les sanitaires du projet, avec les caractéristiques suivantes :

- Largeur adaptée pour permettre un passage de fauteuil roulant sous le lavabo (min. 60cm de hauteur sous vasque)
- Profondeur réduite pour faciliter l'accès en fauteuil roulant
- Matériau robuste et facile d'entretien (céramique, résine ou acier inoxydable)
- Système de fixation mural renforcé avec consoles adaptées
- Un mitigeur à levier allongé ou à commande infrarouge
- Un siphon déporté ou gainé
- Une robinetterie avec limiteur de température
- Un miroir incliné ou réglable selon les besoins

Cette prestation inclue les branchements hydrauliques (raccordement EF/EC selon besoin) et électriques (si mitigeur infrarouge ou sèche mains).

3.1.7. Fourniture et pose d'un bloc sanitaire

Cette prestation comprend la fourniture, la mise en œuvre et la mise en service d'un bloc sanitaire neuf, implanté au même emplacement.

Ce poste comprend :

- Fourniture d'un bloc sanitaire complet, conforme au programme, comprenant : cuvettes WC, lavabos, robinets, accessoires, miroir, barres de maintien (si applicable), mobilier intégré, etc
- Implantation au même emplacement que l'ancien bloc, conformément aux plans
- Raccordement aux réseaux d'eau froide, eau chaude, évacuation et ventilation
- Pose de revêtements muraux et de sol si spécifié au projet
- Mise en place d'une ventilation conforme aux normes en vigueur
- Contrôle et réglage des équipements pour assurer leur bon fonctionnement
- Nettoyage complet du chantier et évacuation des déchets
- Mise en place des réseaux d'évacuation nécessaires (eaux usées, eaux de condensation si applicable)

3.1.8. Fourniture et pose d'un évier encastré

Ce poste comprend la fourniture, pose et raccordement d'un évier équipé d'un bac et d'un égouttoir avec mitigeur, y compris :

Ce poste comprend :

- Adaptation des réseaux
- Découpe dans le plan de travail (fourni par le menuisier)
- Fourniture d'un évier en acier inox un bac avec zone égouttoir attente de type Epos EOX 211 Acier inox de FRANKE ou équivalent
- Pose soignée à fleur du plan de travail
- Pose d'un robinet mitigeur de type BEAULOOP Mitigeur monocommande Evier de GROHE ou équivalent
- Jointement soigné de la périphérie

3.1.9. Mise en place d'une alimentation EC EF pour évier et lave main

Ce poste comprend la fourniture, la pose et le raccordement des réseaux d'alimentation en eau chaude (EC) et eau froide (EF) destinés à alimenter un évier et un lave-mains, conformément aux plans et au positionnement défini au projet.

- Création ou prolongation des réseaux EC/EF depuis les points d'alimentation existants jusqu'aux emplacements des appareils sanitaires.
- Fourniture et pose des canalisations (matériaux selon prescription : PER, multicouche ou cuivre), accessoires, colliers, coudes, tés, vannes d'arrêt, etc.
- Raccordement aux appareils sanitaires (évier et lave-mains) via robinetterie adaptée.
- Mise en place d'un système de production d'EC si non existant à proximité (chauffe-eau électrique sous évier par exemple, si précisé dans le projet).
- Pose dans le respect des pentes, fixations et prescriptions techniques.
- Mise en eau, purge, essais de pression et vérification de l'étanchéité.
- Etiquetage des canalisations conformément aux normes en vigueur.

3.1.10. Mise en place d'une alimentation EF et évacuation pour LV

Ce poste comprend la mise en place d'une alimentation EF et évacuation pour lave-vaisselle. Avant le démarrage des travaux, l'entreprise est tenue :

- D'identifier l'emplacement du lave-vaisselle
- De vérifier la faisabilité technique de l'installation par rapport aux réseaux existants
- De déterminer le cheminement des canalisations d'alimentation et d'évacuation
- De respecter les contraintes d'accessibilité et d'entretien des installations

L'entreprise devra fournir et poser :

- Un piquage de l'alimentation en eau froide existante avec mise en place d'un robinet d'arrêt
- Un raccordement en tube cuivre, PER ou multicouche selon les caractéristiques du réseau en place
- Un flexible de raccordement entre l'alimentation et l'entrée du lave-vaisselle
- Une protection contre le retour d'eau (clapet anti-retour conforme à la norme EN 1717)
- Un raccordement au réseau d'évacuation existant en PVC de diamètre 32mm au minimum
- Un siphon spécifique lave-vaisselle accessible pour l'entretien
- Un tuyau d'évacuation souple, raccordé solidement à la canalisation PVC
- Une fixation sécurisée du tuyau d'évacuation en respectant une pente minimale de 2% pour assurer un bon écoulement

3.1.11. Mise en place d'une évacuation pour machines à café

Ce poste comprend la fourniture, la mise en œuvre et la connexion des évacuations d'eau usée pour les machines à café repositionnées dans le cadre du projet.

Ce poste comprend :

- Repérage des nouveaux emplacements des machines à café selon plan validé.
- Mise en place des réseaux d'évacuation nécessaires (eaux usées, eaux de condensation si applicable).
- Raccordement des machines à café aux évacuations existantes ou création de nouvelles évacuations adaptées.
- Fourniture et pose de tous les éléments nécessaires : tubes, coudes, siphons, regards, colliers de fixation, etc.
- Pose conforme aux normes en vigueur, garantissant l'étanchéité et la bonne évacuation des eaux.

- Test d'étanchéité et bon fonctionnement des évacuations après installation.
- Coordination avec les autres corps d'état (électricité, plomberie) pour assurer une installation complète et fonctionnelle.

4. Contrôle – Essais – Réception – Garantie

4.1. Généralités

Les essais seront effectués au fur et à mesure de l'avancement des travaux, suivant un planning établi par le Maître d'œuvre.

Les essais et contrôles sont à la charge de l'entrepreneur du présent lot qui fournira les procès-verbaux de chaque essai

4.2. Contrôles et autocontrôles

En cours et en fin de travaux, il sera procédé à des contrôles quantitatifs et qualitatifs des fournitures et mises en œuvre par rapport aux pièces du marché de l'entreprise.

Si les résultats constatés ne sont pas satisfaisants, l'entrepreneur sera tenu de recommencer dans le délai de huit jours, tous les remplacements, modifications, réparations ou adjonctions nécessaires, le tout à ses frais.

Après exécution de ces ouvrages, il sera procédé à de nouveaux essais, si ces derniers ne sont pas encore satisfaisants, l'installation pourra être refusée en tout ou partie suivant dire d'un expert choisi, d'un commun accord par les deux parties.

Dans ce cas, l'entrepreneur supportera, par ailleurs, les dépenses de toutes natures résultant de la mauvaise qualité de son installation.

Tous les essais pourront être différés tant qu'une part quelconque des fournitures ou travaux ne sera pas acceptée ; les conséquences en découlant restent à la charge de l'entreprise.

Toute défectuosité constatée sera immédiatement réparée par l'entrepreneur à sa charge.

Les résultats feront l'objet d'un rapport détaillé signé par les représentants de l'entrepreneur et Maître d'œuvre.

Toutes les manœuvres seront exécutées par le personnel de l'entrepreneur, sous sa responsabilité, chaque essai pouvant être répété deux ou plusieurs fois.

4.3. Essais

Les essais porteront sur le fonctionnement de tous les équipements posés par le présent lot avec fourniture de procès-verbaux.

L'entrepreneur doit mettre à la disposition du Maître d'œuvre tout le personnel et les appareils de mesure nécessaires à la réalisation des vérifications et des essais.

Les appareils de mesure doivent être agréés au préalable par des agents techniques chargés de la réception.

4.4. Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier par l'entrepreneur, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage au plus tard le jour de la réception.

Il est d'autre part stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à disposition de l'entreprise ne seront pas démontées et les lieux remis en état, l'entrepreneur restera seul responsable de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

4.5. Visite préparatoire à la réception

Elle ne pourra être réalisée qu'après visite préparatoire et essais satisfaisants.

Elle sera prononcée par le Maître d'œuvre lors d'une réception unique tous corps d'état, qui marquera sa prise en charge des installations (voir chapitre ci-après sur les modalités de garantie).

Pendant la période s'écoulant entre l'achèvement des travaux et la réception, le fonctionnement des installations s'opérera sous la responsabilité de l'entrepreneur.

4.6. Assistance technique de mise en service / Formation personnel

L'entrepreneur prendra toutes dispositions pour assurer à sa charge, l'assistance technique de mise en service pour les prestations de son lot. Elle devra prévoir la formation du personnel de maintenance.

4.7. Garantie

La période de garantie commence le jour de la réception globale de l'opération.

Pendant la période de garantie, l'entrepreneur est tenu de remplacer, à ses frais, tous les éléments qui seraient reconnus défectueux et de prendre à sa charge les travaux connexes, consécutifs des autres corps d'état.

Les remplacements devront s'effectuer dans un délai de 5 jours à partir d'une lettre lui notifiant ces travaux. Dans le cas d'urgence, ce délai est réduit à l'instantané.

L'entrepreneur demeurera responsable de tous les accidents qui pourront résulter de la fabrication, de la combinaison ou de l'installation de ses appareils, ainsi que des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par suite de ces accidents.

S'il survient, pendant le délai de garantie, une avarie dont la réparation incombe à l'entrepreneur, un procès-verbal circonstancié sera dressé et lui sera notifié.

S'il négligeait de faire la réparation dans le délai fixé, l'avarie serait réparée d'office à ses frais.